

UN REPIT ET UN RAPPORT DE FORCES A CONSOLIDER POUR AMELIORER LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

X. Darcos et V. Péresse ont programmé des rencontres avec les fédérations de l'Education sur la question master/concours. Une rencontre s'est tenue ce vendredi 27 mars avec la FSU et ses syndicats d'enseignants et du supérieur (SNESUP, SNEP, SNUIPP, SNES et SNUEP). Le SNESUP y a apporté la détermination de milliers d'universitaires et d'étudiants en grève et en manifestations depuis huit semaines, qui contestent le dispositif avancé jusqu'ici de formation des enseignants et de concours. La FSU a porté ses exigences en matière de formation des enseignants et de concours. Elle a insisté pour que le cadre conçu par le gouvernement soit abandonné.

Les deux ministres ont pris l'engagement politique de maintenir outre les concours, les conditions d'inscription et de formation telles qu'elles existaient jusqu'à aujourd'hui : les étudiants pourront bien préparer les concours à l'IUFM ou dans les préparations existant auparavant dans les universités. L'inscription en IUFM en 2009-2010 vaudrait inscription en première année de Master. Pour le SNESUP, le dépôt des maquettes de nouveaux Masters ou de parcours liés à la formation des enseignants est moins que jamais d'actualité. Valérie Péresse a précisé que les IUFM et leurs moyens seraient en conséquence maintenus ainsi que les antennes départementales.

Pour l'horizon 2011, devraient s'ouvrir de vraies négociations (place des concours, articulation master-concours, formations spécifiques pour les lycées professionnels, moyens pour le financement de l'allongement de la formation pour les étudiants, ...), ce qui se traduirait par l'abandon de l'idée d'un « comité de suivi ». Les revendications de la FSU sur le pré-recrutement et l'année de stage n'ont pas encore été entendues et devraient faire l'objet de négociations.

Le SNESUP appelle à consolider le rapport de forces. Les objectifs revendicatifs du 2 Avril sont incontournables. Nous y défendons nos revendications sur : décret enseignants-chercheurs et refus de la modulation des services, refus des régressions dans le décret CNU ; refus du projet de contrat doctoral unique, une tout autre réforme de la formation des enseignants et des concours, restitution de tous les emplois supprimés, plan pluriannuel de créations d'emplois, arrêt du démantèlement des organismes de recherche et la désuétisation, tout autre mode de répartition des moyens que SYMPA,...

Des négociations prenant en compte l'ampleur de la mobilisation et ces revendications doivent s'ouvrir avec l'ensemble des organisations qui portent dans l'unité un mouvement exceptionnel dans l'Enseignement Supérieur et la recherche.

IUT VILLETANEUSE : toujours en grève depuis le 20 janvier – conseil d'IUT envahi le 26 mars pour dénoncer le comportement de l'UNPIUT et vote d'une motion -

« ...Concernant le mouvement actuel dans les Universités :
Ils considèrent qu'il ne peut y avoir de sortie de crise pour les IUT en dehors du cadre global des revendications portées par la coordination nationale des Universités.

Ils considèrent que l'Université est un tout dont les IUT sont partie prenante.

Concernant la situation spécifique des IUT :

En l'état actuel des négociations, l'ensemble des IUT sera, dès 2011 et dans le cadre du passage à l'autonomie élargie de l'ensemble des Universités, soumis à des critères de gouvernance qui ne permettront en rien d'assurer leur spécificité.

Pour ces raisons,...

- demandent un décret et non une simple circulaire inscrite au code de l'éducation, le contexte législatif de la loi LRU rendant de facto la circulaire inopérante, y compris en cas d'opposition;
- attendent un décret garantissant aux IUT des moyens en budgets et personnels en rapport avec leur mission de formation et de délivrance de diplômes cadrés nationalement;... »

IUT TOURS : grève votée très majoritairement (917 votants, 714 pour et 164 contre) jusqu'au 25 mars - menaces de démission -

Avignon : AG le 25 mars 10h, plus de 1500 présents répartis sur 4 amphis reliés par vidéo-conférence - vote à bulletin secret sur le blocage total des cours avec une très nette majorité.

Directeurs d'unités : après la consultation des directeurs d'unités associées au CNRS, engagée le 14 mars 2009, les initiateurs de l'appel (B. Chaudret, Y. Langevin, Y. Laszlo) ont lancé un appel à la suspension des activités administratives dès le 27 mars et pour une opération « labo mort » les jours d'action nationale pour la recherche et l'enseignement supérieur. Pour eux, une condition préalable indispensable à cette sortie de crise est la résolution immédiate des **3 points clefs préalables suivants** :

- Attribution sur liste supplémentaire au concours 2009 des postes supprimés notamment par la mise en place des chaires dont 90 au CNRS ainsi que de postes ITA.
- Engagement du Premier ministre sur l'intégrité des organismes ainsi que sur leur rôle d'opérateurs.
- Mise en chantier d'un plan pluriannuel de l'emploi scientifique

Occupation du CNRS : jeudi 26 au matin, les manifestants venus bloquer le CA du CNRS ont appris que ce CA s'était tenu en catimini dans une autre salle ! En colère, ils ont pénétré le bâtiment de la direction et ont occupé les locaux. La seule réponse qu'a donné le gouvernement à leur colère est l'envoi des CRS vers 22 h !

Occupation de la Sorbonne le 26 mars aussi : les occupants ont publié un communiqué où ils revendiquent que la Sorbonne reste un centre d'enseignement et de recherche :

« Nous, enseignants-chercheurs des universités parisiennes, exigeons que cessent définitivement les contrôles policiers, les fouilles, les fermetures à répétition de la Sorbonne et des autres centres d'enseignement et de recherche. Nous demandons le rétablissement de notre liberté d'étudier, d'enseigner, de chercher et de nous réunir. La Sorbonne doit rester ouverte ! La Sorbonne est aux universités, pas au Rectorat ! Libérons la Sorbonne ! ». Ils exigent notamment que : « Que le gouvernement cesse ses manœuvres dilatoires et accède sans conditions aux revendications de la communauté universitaire en retirant sans délai ses contre-réformes (retrait des réformes de la formation des enseignants, du statut des enseignants-chercheurs, du contrat doctoral unique et restitution des postes supprimés en 2009). ». Ils ont été chassés par les CRS vers 21h.

Ronde des obstinés : après celle de la Place de l'Hôtel de Ville à Paris qui se poursuit, des villes de province ont organisé des rondes des obstinés temporaires : Clermont-Ferrand, Reims, Rennes.